

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article 46

Déposée par Monsieur BADINTER

Qualité : suppléant

Article 46 : Le retrait volontaire de l'Union

1. Tout Etat membre peut, dans le respect de ses règles constitutionnelles internes, décider de se retirer de l'Union européenne.

2. L'Etat membre qui décide de se retirer notifie son intention au Conseil. Dès cette notification, l'Union négocie et conclut avec cet Etat un accord régissant les modalités de son retrait, en tenant compte du cadre de ses relations futures avec l'Union. Cet accord est conclu au nom de l'Union par le Conseil, statuant à la majorité qualifiée, après avis conforme du Parlement européen. Les dommages causés éventuellement à l'Union par le retrait devront être assumés par l'Etat concerné.

L'Etat qui se retire ne participe ni aux délibérations ni aux décisions du Conseil le concernant.

3. La présente Constitution cesse d'être applicable à l'Etat concerné à partir de la date d'entrée en vigueur de l'accord de retrait ou, A défaut d'accord à l'expiration d'un délai de deux ans après la notification visée au paragraphe 2, la Cour de justice statue sur le différend. Elle connaît également de tous les litiges liés à l'interprétation et à l'exécution des accords de retrait.

Explication éventuelle :

L'Etat qui se retire de l'Union ne saurait bénéficier d'une disposition qui le dégage d'une obligation de négocier un accord avec l'Union. A défaut d'accord, c'est donc la Cour de Justice qui statuera sur les points litigieux de l'accord.